



Distr. LIMITÉE

UNEP(DEPI)/CAR IG.43/4

24 septembre 2021

Cinquième Réunion de la Conférence des Parties (COP) au
Protocole relatif à la pollution due aux activités terrestres
(Protocole LBS) dans la région des Caraïbes

Virtuel

26 juillet 2021

RAPPORT DE LA RÉUNION

ACRONYMES

ACP MEA	États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, Projet d'accords multilatéraux sur l'environnement
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
AMEP	Évaluation et gestion de la pollution de l'environnement
CAR	Centre d'activités régional
CETA	Communication, éducation, formation et sensibilisation
CTF	Fonds d'affectation spéciale des Caraïbes
COP	Conférence des Parties
CIMAB	Centre de recherche et de gestion environnementale des transports
CLME+	Projet Grands écosystèmes marins des Caraïbes+
CRew+	Fonds régional des Caraïbes pour la gestion des eaux usées
EUA	États-Unis d'Amérique
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
GTCNL	Groupe de travail à composition non limitée
GCFI	Institut de la pêche du Golfe et des Caraïbes
HOD	Chef de délégation
IGM	Réunion intergouvernementale
IMA	Institut des affaires maritimes
IWEco	Intégration de la gestion de l'eau, des terres et des écosystèmes dans les petits États insulaires en développement des Caraïbes
LBS	Sources terrestres de pollution
MEA	Accord multilatéral sur l'environnement
NU	Nations Unies
ODD	Objectif de développement durable
PAM	Programme d'action mondial
PEC	Programme pour l'environnement des Caraïbes
PEID	Petits États insulaires en développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
QG	Quartier général
RAR	Réseau d'activités régional
REMPEITC	Le Centre régional d'urgence, d'information et de formation en matière de pollution marine
R.U.	Royaume-Uni
SOCAR	État de la zone d'application de la Convention
SPAW	Zones et vie sauvage spécialement protégées
STAC	Comité consultatif scientifique et technique
UE	Union européenne

TABLE DES MATIÈRES

ACRONYMES	i
TABLE DES MATIÈRES	ii
INTRODUCTION	3
Point 1 de l'ordre du jour : Ouverture de la Réunion	3
Point 2 de l'ordre du jour : Établissement du quorum	5
Point 3 de l'ordre du jour : Élection des Officiers	5
Point 4 de l'ordre du jour : Organisation de la réunion	5
(a) Règlement intérieur	5
(b) Organisation du travail	5
Point 5 de l'ordre du jour : Adoption de l'ordre du jour	6
Point 6 de l'ordre du jour : Examen des activités du sous-programme d'AMEP pour la période 2019-2020	6
(a) Examen de l'état d'avancement de la ratification et de l'adhésion au Protocole LBS	6
(b) Examen des Activités	6
Point 7 de l'ordre du jour : Stratégie régionale de réduction de la pollution par les éléments nutritifs	10
Stratégie sur les déchets marins	10
Stratégies régionales de réduction de la pollution par les éléments nutritifs, sur les déchets marins et l'eau douce	11
Point 8 de l'ordre du jour : Projet de plan de travail et budget du sous-programme AMEP pour l'exercice biennal 2021-2022	12
Point 9 de l'ordre du jour : Stratégies pour les centres d'activités régionaux LBS	14
Point 10 de l'ordre du jour : Examen des recommandations de la Cinquième réunion du Comité consultatif scientifique et technique (STAC 5) au Protocole relatif à la pollution due aux activités terrestres, (LBS) dans la région des Caraïbes	15
Point 11 de l'ordre du jour : Questions diverses	16
Point 12 de l'ordre du jour : Rapport du rapporteur	16
Point 13 de l'ordre du jour : Clôture de la réunion	16
Annexe I : Ordre du jour provisoire	
Annexe II : Liste provisoire des documents	
Annexe III : Décisions de la réunion	
Annexe IV : Liste des participants	

INTRODUCTION

1. Le Secrétariat de la Convention de Cartagena est chargé de convoquer les réunions des Parties contractantes au Protocole relatif à la pollution due aux activités terrestres (Protocole LBS) conformément à l'article XV du Protocole LBS.
2. La cinquième réunion de la Conférence des Parties (COP) au Protocole LBS s'est tenue virtuellement le 26 juillet 2021.
3. Les objectifs de la cinquième réunion de la COP LBS ont été les suivants :
 - i. Revoir la mise en œuvre du Protocole LBS et l'efficacité des mesures prises en vertu de celui-ci, y compris un examen des Décisions de la quatrième COP LBS et des décisions pertinentes de la dix-huitième Réunion intergouvernementale et de la quinzième Réunion des Parties contractantes à la Convention de Cartagena ;
 - ii. Revoir la mise en œuvre des projets et des activités par le Secrétariat et les centres d'activités régionaux (CAR) LBS dans le cadre du sous-programme d'évaluation et de gestion de la pollution de l'environnement (AMEP) au cours de la période 2019-2020 ;
 - iii. Prendre les mesures appropriées en ce qui concerne les recommandations résultant de la 5^e Réunion du Comité consultatif scientifique et technique (STAC) de LBS tenue virtuellement du 15 au 17 mars 2021;
 - iv. Évaluer l'état d'avancement de la ratification et/ou de la mise en œuvre du Protocole LBS dans les pays membres et prendre les mesures appropriées pour faciliter une ratification et/ou une mise en œuvre accrues ;
 - v. Approuver le plan de travail et le budget de l'AMEP pour l'exercice biennal 2021-2022 en faveur d'une soumission ultérieure et d'une approbation par la 19^e Réunion intergouvernementale et la 16^e Réunion des Parties contractantes à la Convention de Cartagena tenue virtuellement du 28 au 30 juillet 2021 ; et
 - vi. Diriger d'autres affaires, le cas échéant.

Point 1 de l'ordre du jour : Ouverture de la Réunion

4. La réunion s'est réunie le lundi 26 juillet 2021 à 8h10 (AST). La réunion s'est tenue virtuellement via la plate-forme Zoom en raison de la pandémie de COVID-19. L'allocation d'ouverture a été animée par M. Christopher Corbin, Officier de programme chargé du Sous-programme d'évaluation et de gestion de la pollution de l'environnement (AMEP) du Secrétariat de la Convention de Cartagena.
5. M. Corbin a commencé par souhaiter la bienvenue aux participants de la 5^e Réunion COP LBS et a reconnu la présence de Son Excellence Orlando Jorge Mera, Ministre de l'environnement de la République dominicaine, d'autres ministres, des parties contractantes, des observateurs, des partenaires et des agences, régionaux et internationaux, et des membres des médias. Il a ensuite invité Monsieur le Ministre Mera à faire une allocution d'ouverture.
6. Le Ministre Mera a souligné l'importance des travaux de la Convention de Cartagena et du Protocole LBS. Il a fait remarquer que la République dominicaine avait ratifié le Protocole LBS en 2012 et a exhorté les Parties qui ne l'avaient pas encore ratifié à le faire, car il reste le seul accord juridiquement contraignant sur la pollution marine dans la région des Caraïbes.
7. Le Ministre Mera a fait référence aux projets dont le Gouvernement de la République

dominicaine a bénéficié, le plus récent étant le projet du Fonds régional des Caraïbes pour la gestion des eaux usées (CReW+) du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) sur la gestion de l'eau et des eaux usées. Il a ajouté que le pays était en mesure de fournir des données sur la qualité de l'eau au premier rapport régional sur l'état de la pollution marine et, plus récemment, à la stratégie régionale de réduction de la pollution par les éléments nutritifs. Il a fait remarquer que, à l'instar de nombreux petits États insulaires en développement (PEID), la République dominicaine était confrontée à des problèmes de capacité pour surveiller efficacement la pollution marine et améliorer les capacités des laboratoires.

8. En conclusion, le Ministre a souligné la nécessité d'un appui technique supplémentaire et l'intention de la République dominicaine de s'acquitter de ses obligations au titre de la Convention. Il a ajouté que le pays poursuivait ses propres efforts pour mettre à jour et mettre en œuvre plusieurs politiques, lois, stratégies et plans d'action nationaux sur la pollution marine.
9. M. Corbin a remercié Son Excellence Monsieur le Ministre Mera pour ses remarques et a ensuite invité Mme Kerstin Stendahl, Chef du Service d'intégration des écosystèmes du Programme des Nations Unies pour l'environnement, à prononcer son allocution d'ouverture au nom du Siègne du PNUE.
10. Mme Stendahl a exprimé la gratitude du PNUE au Gouvernement de la Barbade d'avoir accueilli la réunion virtuelle et de son appui au Secrétariat. Elle a reconnu que l'exercice biennal avait été difficile en raison des effets négatifs persistants du changement climatique, de la pollution de l'air, des océans et des terres, de la perte de biodiversité et des conséquences économiques, environnementales et sociales dévastatrices encore aggravées par la pandémie de COVID-19.
11. À la lumière des défis actuels, Mme Stendahl a souligné l'importance du travail du Secrétariat et de ses efforts pour améliorer la gestion des ressources côtières et marines, y compris la prévention de la pollution, la réponse aux menaces émergentes de pollution et la capitalisation des opportunités grâce à de nouveaux projets et partenariats.
12. Mme Stendahl a expliqué que le Programme d'action mondial (PAM) avait facilité l'élaboration de trois grands partenariats mondiaux sur les eaux usées, la pollution par les éléments nutritifs et les déchets marins et que les travaux du Protocole LBS dans la région avaient fait partie intégrante de cette croissance. Elle ajouta qu'elle était heureuse de voir cette collaboration continue dans l'ébauche du plan de travail 2021-2022.
13. Mme Stendahl a ajouté que les travaux sur le rapport de 2020 sur l'état de la zone d'application de la Convention (SOCAR) sur la pollution et les stratégies et plans d'action récemment finalisés sur la pollution par les éléments nutritifs et les déchets marins étaient des réalisations historiques dont la région et les Parties contractantes devaient être fières. Elle a fait remarquer que les stratégies et plans d'action, ainsi que les efforts des Parties contractantes, avaient placé le Protocole LBS au premier plan des efforts visant à contrôler, réduire et prévenir la pollution provenant de toutes les sources.
14. Les problèmes de pollution émergents tels que les microplastiques et l'acidification des océans ont apporté de nouvelles opportunités grâce à la gestion basée sur les écosystèmes, à l'économie circulaire et aux approches fondées sur la nature, en mettant davantage l'accent sur l'application efficace et moins sur les solutions en bout de ligne. Mme Stendahl a expliqué qu'en dépit des défis, de nombreux enseignements ont été tirés, des pratiques exemplaires et des innovations découlant des efforts nationaux et régionaux visant à lutter contre la pollution, qui seraient davantage partagés au niveau mondial en vue d'une éventuelle réplique. En conclusion, elle a indiqué qu'elle attendait avec intérêt un programme de travail plus intégré avec les dix-huit programmes pour les mers régionales.
15. La cérémonie d'ouverture s'est poursuivie avec Mme Lorna Inniss, Chargée principale de la coordination du Secrétariat de la Convention de Cartagena du PNUE, qui s'est également

exprimé. Elle a souhaité la bienvenue aux participants à la réunion et les a remerciés pour leur soutien continu et leurs contributions à la mise en œuvre du Protocole LBS. Elle a exprimé sa gratitude au Gouvernement de la Barbade d'avoir accueilli la réunion et pour son appui à la préparation des sessions, qui se tenaient virtuellement pour la première fois.

16. Elle a ajouté que la pandémie liée au COVID-19 posait de nombreux défis à une région qui connaissait déjà un ralentissement économique. Mme Inniss a souligné l'exacerbation des défis environnementaux pendant la pandémie et l'accent accru mis par la Convention sur la pollution marine. Elle a ajouté que les défis transfrontaliers affectant l'environnement marin et côtier ne pouvaient être résolus que par un travail d'équipe. Elle a ensuite encouragé les parties non contractantes à ratifier le seul accord de la région sur la pollution marine.
17. Mme Inniss a souligné certains des projets, activités et réalisations du Sous-programme grâce au soutien des organismes donateurs et des gouvernements. Elle a noté que la question du financement durable du Secrétariat continuait d'être préoccupante et a en outre exhorté les États Membres à renouveler leur engagement et à assurer des paiements cohérents au Fonds d'affectation spéciale des Caraïbes. Elle a ensuite exhorté les Parties contractantes à intégrer davantage d'initiatives pour faire face aux défis environnementaux au cours de leur processus de reconstruction après la COVID-19.
18. En terminant, Mme Inniss a noté que les délibérations de la COP LBS seraient essentielles pour l'adoption des décisions. Ces décisions représentent l'engagement de chaque pays à atteindre les objectifs de développement durable (ODD) et les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques et la restauration des écosystèmes.

Point 2 de l'ordre du jour : Établissement du quorum

19. Le quorum a été établi par la présence de délégations d'Antigua-et-Barbuda, de la Barbade, du Belize, de la République dominicaine, de la France, du Guyana, du Honduras, de la Jamaïque, du Panama, de Sainte-Lucie, de Trinité-et-Tobago et des États-Unis.

Point 3 de l'ordre du jour : Élection des Officiers

20. La proposition des fonctionnaires suivants par le Secrétariat a été approuvée à l'unanimité par la Réunion.
 - Président : Anthony Headley (Barbade)
 - Vice-président : Silmer Gonzalez/ Otto Cordero (République dominicaine)
 - Rapporteur : Stephanie Adrian (États-Unis d'Amérique)

Point 4 de l'ordre du jour : Organisation de la réunion

21. Le Président a décrit les procédures de conduite de la réunion.
 - (a) **Règlement intérieur**
22. Le Règlement intérieur de la Réunion de la Convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin de la région des Caraïbes (Convention de Cartagena), tel qu'il figure au PNUE, a été appliqué et adopté conformément à l'article 20 de la Convention de Cartagena.
 - (b) **Organisation du travail**
23. L'anglais, le français et l'espagnol ont été les langues de travail de la Réunion. L'interprétation

simultanée a été assurée en anglais, en français et en espagnol pour la réunion via la plate-forme Zoom. Les documents de travail de la réunion étaient disponibles dans toutes les langues de travail.

24. La Réunion s'est tenue en séance plénière. Le Président a proposé que, si nécessaire, des groupes de travail soient créés. Cependant, ceux-ci n'auraient pas d'interprétation simultanée.
25. En raison de la nature virtuelle de la réunion, le Président a informé les participants des protocoles de la réunion. Il a ajouté que les interventions virtuelles seraient autorisées une fois que le Président l'aurait reconnu. Le Président a indiqué que la séquence utilisée une fois la parole demandée donnerait la priorité aux Parties contractantes, aux Centres d'activités régionaux (CAR), puis aux observateurs.

Point 5 de l'ordre du jour : Adoption de l'ordre du jour

26. Le Président a présenté l'ordre du jour (documents **UNEP(DEPI)/CAR IG.43/1** et **UNEP(DEPI)/CAR IG.43/2**) et a invité la séance plénière à formuler des observations.
27. Le Président communiqua à la réunion que le rapport du Rapporteur sera lu au titre du point 12 de l'ordre du jour.
28. L'ordre du jour provisoire de la réunion a été examiné et adopté avec les amendements suivants :
 - i. L'inclusion de l'établissement du quorum au point 2 de l'ordre du jour
 - ii. L'inclusion du rapport du rapporteur au point 12 de l'ordre du jour

Point 6 de l'ordre du jour : Examen des activités du sous-programme d'AMEP pour la période 2019-2020

(a) Examen de l'état d'avancement de la ratification et de l'adhésion au Protocole LBS

29. L'Officier du programme AMEP, M. Christopher Corbin, a fait le point sur l'état d'avancement de la ratification du Protocole LBS et a mentionné que le Gouvernement colombien, en tant que dépositaire de la Convention, avait informé le Secrétariat de la ratification du Protocole LBS en 2019 par le Gouvernement de la Barbade. M. Corbin a mentionné qu'il y a maintenant quinze Parties contractantes au Protocole et a souligné les progrès continus des gouvernements régionaux pour ratifier le Protocole LBS et les efforts déployés par le Secrétariat pour que les Parties non contractantes le ratifient.

(b) Examen des Activités

30. M. Corbin a donné un aperçu de la mise en œuvre du plan de travail du sous-programme AMEP 2019-2020 en se référant à quatre documents **UNEP(DEPI)CAR WG.41/INF.4**, **UNEP(DEPI)CAR WG.41/INF.5**, **UNEP(DEPI)CAR WG.41/INF.6** et **UNEP(DEPI)CAR WG.41/INF.7**.
31. M. Corbin a commencé son exposé en reconnaissant les contributions des centres d'activités régionaux à LBS - le Centre de recherche et de gestion environnementale des transports (CIMAB) et l'Institut des affaires maritimes (IMA) - aux projets et activités à l'appui de la mise

en œuvre du Protocole LBS. Il a en outre pris acte du Groupe de travail à composition non limitée pour le suivi et l'évaluation, en particulier du Président des États-Unis d'Amérique, du Coprésident d'Antigua-et-Barbuda et des partenaires régionaux pour leur contribution au plan de travail au cours du dernier exercice biennal.

32. M. Corbin a donné un aperçu des pays qui ont participé activement à certains grands projets régionaux qui ont appuyé les travaux du Protocole LBS. Il a salué le travail de M. Jan Betlem, Coordonnateur régional du projet d'intégration de la gestion de l'eau, des terres et des écosystèmes dans les petits États insulaires en développement des Caraïbes (IWEco), financé par le FEM, et de son équipe pour la coordination du plus grand projet mis en œuvre par le Secrétariat. Le projet IWEco se concentre sur la gestion intégrée des bassins versants et des zones côtières dans dix petits États insulaires en développement (PEID).
33. Il a en outre souligné le travail des principaux projets suivants : (1) Projet du FEM CREW+; et (2) le projet financé par l'Union Européenne pour les accords multilatéraux sur l'environnement (MEA) dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Il a ensuite fait remarquer que ces projets pourraient apporter un soutien aux pays bénéficiaires et que ces opportunités seraient examinées plus en détail lors de la présentation du projet de plan de travail 2021/2022.
34. En ce qui concerne l'appui du personnel, M. Corbin a relevé le petit nombre de fonctionnaires dévoués au Secrétariat pour la mise en œuvre des activités du programme. Il a ensuite souligné le rôle du personnel du Secrétariat dans la mise en œuvre de ces activités et le temps consacré à soutenir leur coordination. M. Corbin a mentionné le rôle du sous-programme AMEP dans l'appui à l'élaboration de nouveaux projets et son rôle en tant que responsable du sous-programme Communication, éducation, formation et sensibilisation (CETA).
35. Il a également rendu compte de certaines des principales réalisations du sous-programme au cours de l'exercice biennal, notamment : 1) la ratification du Protocole LBS par le Gouvernement de la Barbade ; 2) présentation aux hauts fonctionnaires du Gouvernement du Suriname pour promouvoir leur ratification de la Convention, y compris le Protocole LBS ; 3) obtenir un financement de divers projets régionaux qui ont fourni un appui aux Parties non contractantes pour les aider dans leur processus de ratification ; (4) lancement du rapport sur l'état de la zone d'application de la Convention (SOCAR) à la XXIIe réunion du Forum des ministres de l'environnement d'Amérique latine et des Caraïbes, avec l'appui du Bureau régional du PNUE au Panama, (5) élaboration de nouveaux produits de gestion des connaissances sur la pollution et des résumés SOCAR pour des publics spécifiques.
36. Dans le domaine de l'élaboration de projets, M. Corbin a évoqué les divers projets financés par le FEM notamment le dossier de projet sur les plastiques très récemment approuvé et les nouveaux partenariats encouragés. M. Corbin a ensuite donné un aperçu des dépenses de certains des grands projets et a conclu par une mise à jour sur la réponse du Secrétariat aux recommandations du STAC 4 LBS et aux décisions de la COP 4.
37. Le Président a remercié M. Corbin de son exposé qui a démontré l'importance du Protocole pour la région et les avantages de la collaboration pour produire des résultats et des impacts spécifiques. Compte tenu de l'impact considérable des travaux du Secrétariat sur la région, il a souligné la nécessité pour les Parties contractantes et non contractantes de participer à tous les groupes de travail créés par la Conférence des Parties.
38. La déléguée des États-Unis, Mme Stephanie Adrian, a remercié M. Corbin pour son exposé complet. Elle indiqua que cela démontrait le travail acharné du Secrétariat et la meilleure utilisation des ressources. Elle a exhorté les Parties contractantes à examiner les questions et les efforts fondamentaux qui permettraient au Secrétariat de s'acquitter de ses obligations avec ses ressources limitées. Mme Adrian a ajouté que le Secrétariat devrait être plus stratégique et

prudent lorsqu'il s'occupe de nouvelles activités. Elle a exhorté le Secrétariat à se concentrer sur le mandat de la Convention et a suggéré aux Parties contractantes d'en tenir compte lorsqu'elles formulaient des recommandations.

39. La déléguée de la France, Mme Emmanuelle Thiesse, a remercié le Secrétariat pour cette présentation complète. Elle a remercié les CAR et les Parties contractantes du GTCNL pour le travail accompli dans le cadre du programme de travail 2019-2020. Elle a demandé qu'à l'avenir, le Secrétariat présente ses principaux succès et résultats de manière à guider les Parties contractantes et à leur permettre d'adopter les enseignements tirés et les meilleures pratiques dans leurs pays respectifs.
40. Le délégué de la Barbade, M. Fabian Hinds, a exprimé sa gratitude au Secrétariat pour le travail accompli. Il a réaffirmé l'attachement du Gouvernement de la Barbade à la Convention et au Protocole LBS. M. Hinds a ensuite souligné les diverses activités et lois mises en œuvre par la Barbade pour surveiller efficacement la pollution marine, soutenir la restauration des coraux et le traitement des eaux usées.

Groupe de travail à composition non limitée (GTCNL) sur le suivi et l'évaluation et discussion sur les nouveaux sous-groupes

41. La Présidente du GTCNL, Mme Stephanie Adrian, a présenté l'état d'avancement des travaux au cours de l'exercice biennal 2019-2020, qui comprenait la contribution du groupe à l'appui du mandat du Protocole LBS, en particulier la finalisation, la publication et la diffusion du rapport SOCAR. Mme Adrian a souligné les recommandations relatives à l'assistance technique continue et supplémentaire au Protocole LBS, qui comprendrait l'élaboration de trois sous-groupes sur les normes et critères, la gestion de l'information et la planification future (questions émergentes).
42. Elle a ajouté que les sous-groupes pourraient être appuyés par des experts d'institutions techniques et que les discussions devraient donner la priorité aux questions en vue de mesures ultérieures. En outre, les sous-groupes pourraient fournir des conseils techniques pour améliorer la capacité des laboratoires et le suivi et l'évaluation à long terme des paramètres SOCAR en mettant davantage l'accent sur l'augmentation des interactions entre les Zones et vie sauvage spécialement protégées (SPAW) et les LBS.
43. En terminant son exposé, Mme Adrian a annoncé qu'elle quittait son poste de présidente du GTCNL. Elle a encouragé les Parties contractantes à envisager d'assumer ce rôle et a offert des conseils aux personnes intéressées. Mme Adrian a remercié tout le monde pour leur travail et leur soutien pendant son mandat et a noté qu'elle continuerait à travailler au sein de l'OWEG en tant que membre.
44. La Présidente remercie la déléguée des États-Unis de son exposé et de son appui au Secrétariat. Il a ajouté que la présentation soulignait l'importance du GTCNL pour le Protocole et la Convention. La Présidente indiqua que le groupe avait apporté son appui au programme de travail et avait agi comme un instrument pour renforcer la collaboration et l'intégration dans le traitement des questions de pollution transfrontière dans la région.
45. Le Président, s'exprimant en sa qualité de chef de délégation de la Barbade, a en outre exhorté les Parties contractantes et les Parties non contractantes à participer au GTCNL et aux sous-groupes proposés, si la Conférence des parties le décidait. Il a souligné que le rapport SOCAR était un instrument important dans la région, que les pays seraient en mesure d'utiliser comme base pour l'élaboration de politiques visant à contrôler les sources terrestres de pollution marine et à explorer une économie bleue durable.

46. Le Chef de la délégation d'Antigua-et-Barbuda, M. Linroy Christian, a souscrit aux points soulevés dans la présentation, en particulier en ce qui concerne l'importance de bonnes données, leur compatibilité, la cohérence de la méthodologie utilisée et la nécessité d'améliorer considérablement ce domaine pour mieux mettre en œuvre le Protocole LBS. M. Christian a également souligné que des questions telles que la sélection et l'analyse des paramètres de qualité de l'eau nécessiteraient des éclaircissements et un consensus supplémentaires pour mieux faciliter la mise en œuvre du Protocole LBS et l'élaboration du prochain SOCAR. Il a remercié Mme Adrian pour le travail accompli au fil des ans et pour son leadership constant et son expertise dans l'orientation du travail du groupe. Il a indiqué qu'il avait hâte de continuer à travailler avec elle et le nouveau président.
47. Le délégué de la Barbade, M. Hinds, a appuyé les déclarations d'appréciation exprimées par d'autres délégués à l'égard de Mme Adrian et l'a remerciée pour son service. Il s'est ensuite enquis du temps nécessaire pour participer au GTCNL et aux sous-groupes, afin de déterminer la faisabilité de participer à ces groupes, compte tenu des autres engagements des délégués.
48. Le Président indiqua qu'un nouveau mandat devra être établi à l'intention du GTCNL et des sous-groupes proposés, ce qui donnerait une idée de la portée des travaux de chaque groupe au cours du nouvel exercice biennal.
49. En réponse au délégué de la Barbade, Mme Adrian a noté que le GTCNL continuerait de se réunir régulièrement, tandis que les engagements de temps et les attentes pour les sous-groupes pourraient être précisés dans leur mandat respectif et pourraient être limités à des délais plus courts pour certaines questions. Elle a ajouté que certains experts pourraient ne participer que quelques mois pour faire avancer les discussions sur un sujet particulier.
50. M. Corbin a exprimé sa sincère gratitude à Mme Adrian pour avoir dirigé le GTCNL et pour sa volonté d'aider à guider le nouveau président. Il a réaffirmé que la mise au point du SOCAR était une réalisation importante du groupe, ajoutant que le Secrétariat appuyait pleinement certaines des recommandations du GTCNL et se félicitait des recommandations visant à convoquer les sous-groupes.
51. Répondant en outre aux interventions de la Barbade et des États-Unis, M. Corbin indiqua que le GTCNL se réunissait habituellement tous les trimestres, en particulier pendant les périodes de pointe. Il a convenu que les sous-groupes seraient de court terme pour faire avancer certaines questions. Il a en outre souligné que si le Président du GTCNL devait être une Partie contractante, la composition générale n'était pas limitée aux Parties contractantes ni aux points de liaison, mais ouverte à tous les experts qu'un gouvernement souhaiterait nommer.
52. Mme Marlen Perez Hernandez du CAR CIMAB a remercié Mme Adrian pour le travail accompli et le Secrétariat pour les éclaircissements donnés sur les nouveaux sous-groupes et leurs fonctions. Le CAR CIMAB a exprimé son soutien à la proposition visant à créer trois sous-groupes techniques, y compris leurs fonctions possibles. Mme Hernandez s'est également enquis sur la date limite pour soumettre la nomination d'experts pour ces sous-groupes.
53. En réponse à la demande du CAR CIMAB, le Secrétariat a indiqué que les candidatures d'experts devraient être faites au début du mois de septembre, mais que les nominations de nouveaux membres au GTCNL après cette date limite ne seraient pas restreintes. M. Corbin a ajouté que la date de nomination d'un nouveau président du GTCNL serait guidée par la décision des Parties contractantes.
54. M. Corbin a rappelé aux délégués que le personnel du CAR continuerait d'être un soutien clé pour le GTCNL et les sous-groupes proposés. Il a mentionné que les travaux du GTCNL et des sous-groupes devraient s'aligner sur le plan de travail biennal afin de mieux déterminer quand

un soutien serait nécessaire, en particulier pour la mise en œuvre des stratégies sur les éléments nutritifs et l'eau douce. M. Corbin ajoute que les sous-groupes devraient également élaborer leur propre plan de travail.

55. La Directrice du CAR SPAW, Mme Sandrine Pivard, a suggéré une réunion de tous les groupes de travail dans le cadre de la Convention de Cartagena, y compris les quatre groupes de travail SPAW, afin d'harmoniser davantage les travaux entre les groupes de travail des sous-programmes AMEP et SPAW. Elle a souligné qu'il y avait plusieurs problèmes communs entre SPAW et AMEP, tels que sargasses.
56. Le Président a rappelé aux délégués les discussions antérieures qui demandaient une meilleure collaboration entre les Protocoles SPAW et LBS et la question de la création de groupes de travail supplémentaires. Il a noté que la suggestion du représentant du CAR SPAW permettrait une plus grande harmonisation entre les groupes de travail.
57. Le Secrétariat a également appuyé cette suggestion et a souligné qu'il était possible de poursuivre l'intégration entre les Protocoles LBS et SPAW. M. Corbin a également évoqué une demande antérieure de renforcement de l'intégration et de la collaboration entre les CAR pour les Protocoles relatifs aux LSB et aux déversements d'hydrocarbures. Il a noté que la consignation de réunions conjointes de groupes de travail offrait l'occasion de faciliter l'intégration entre les CAR et les sous-programmes ainsi que la possibilité d'une représentation croisée.
58. Le Président conclut le point de l'ordre du jour en notant que la collaboration entre les groupes de travail favoriserait l'amélioration de l'efficacité et de l'efficacités des travaux du Protocole par le Secrétariat.

Point 7 de l'ordre du jour : Stratégie régionale de réduction de la pollution par les éléments nutritifs

59. Le Président a ensuite invité le Secrétariat à présenter le document d'information sur la nouvelle Stratégie régionale de réduction de la pollution par les éléments nutritifs. **(PNUE(DEPI)/CAR WG.41/INF.10/Rev.1).**
60. Le Secrétariat a informé la réunion qu'il n'y aurait pas de présentation des stratégies, car elles avaient déjà été discutées lors des réunions pré-STAC, STAC et pré-COP. M. Corbin a ensuite donné un bref aperçu de chaque stratégie régionale et document d'orientation afin de faciliter les discussions et les recommandations des Parties contractantes et non contractantes.

Stratégie sur les déchets marins

61. M. Christian a expliqué qu'Antigua-et-Barbuda reconnaissait depuis longtemps l'importance de contrôler les plastiques. Il a rappelé qu'en 2017, des mesures avaient été prises pour interdire les plastiques à usage unique et, par la suite, les polystyrènes. M. Christian souligna l'importance de la collaboration avec différentes conventions et organisations pour aborder efficacement la question des microplastiques. Il a en outre recommandé que le Secrétariat engage l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour l'aider dans ce dossier.
62. Le Président a appuyé la recommandation de M. Christian concernant une collaboration future entre l'AIEA et le Secrétariat.
63. La déléguée des États-Unis, Mme Adrian, a fait remarquer que les stratégies ne seraient utiles que si elles étaient mises en œuvre et elle a lancé un appel à tous les États Membres présents pour qu'ils adoptent les stratégies présentées. Elle a réitéré la nécessité de disposer de données

de qualité pour mesurer avec succès les changements ou les améliorations apportés à des questions importantes au titre de la Convention. Elle a ajouté que le rapport SOCAR montrait la nécessité d'une amélioration considérable dans le domaine de la qualité des données, qui devrait être une priorité.

64. Elle a ajouté que les États-Unis soutenaient l'élaboration de plans d'action nationaux pour les déchets marins, qui décrivaient le plan d'action d'un pays et fournissaient aux bailleurs de fonds une meilleure compréhension des besoins nationaux et régionaux.
65. La Présidente a remercié Mme Adrian de son intervention et a souligné que les plans d'action pourraient servir d'instrument d'investissement pour faciliter une meilleure compréhension des besoins d'un pays.
66. La représentante du CAR CIMAB, Mme Hernandez, a souligné le lien entre les stratégies et le sujet précédemment discuté des sous-groupes du GTCNL. Elle a encouragé toutes les Parties contractantes à nommer des experts dans les sous-groupes qui joueraient un rôle essentiel dans la mise en œuvre des stratégies.

Stratégies régionales de réduction de la pollution par les éléments nutritifs, sur les déchets marins et l'eau douce

67. La déléguée de la France, Mme Thiesse, a souligné cela afin de mettre en œuvre efficacement les stratégies régionales. Il serait nécessaire d'évaluer tous les progrès accomplis jusqu'à présent et de travailler de pair avec toutes les initiatives connexes à cet égard. Elle a ajouté que la coopération entre la Convention de Cartagena et la Convention de Barcelone était importante. Elle a également souligné l'importance des cadres de suivi et d'évaluation appropriés pour chacune des stratégies liées à la pollution.
68. Le Président a fait remarquer que la question de la collaboration entre les deux Conventions était importante et que le cadre approprié de suivi et d'évaluation de toutes les stratégies serait essentiel à son succès.
69. Le Secrétariat a confirmé l'importance d'une bonne gestion des données et de l'information, tant en ce qui concerne la gestion des données existantes (par exemple, par l'intermédiaire de plates-formes et de bases de données régionales) que la production de nouvelles données, ce qui nécessitait des activités continues de renforcement des capacités et un appui pour renforcer les programmes nationaux de suivi et les évaluations régionales.
70. M. Corbin a souligné l'importance pour les experts nationaux et les sous-groupes d'appuyer la mise en œuvre de la Stratégie régionale de réduction de la pollution par les éléments nutritifs et d'élaborer de nouveaux objectifs, critères et indicateurs régionaux qui n'étaient pas disponibles à l'heure actuelle. Il a souligné la nécessité d'un soutien progressif dans le renforcement des capacités et la formation, en particulier pour la télédétection, et pour déterminer comment les mesures des éléments nutritifs pourraient être améliorées en eaux libres.
71. M. Corbin a expliqué que certaines approches utilisées au cours de l'exercice biennal étaient guidées par la Convention de Barcelone et leur expérience pour renforcer et améliorer la gouvernance des mers régionales. Il a invité les Gouvernements de la France et du Royaume des Pays-Bas à faire des recommandations au Secrétariat sur la base des discussions au sein de la Convention de Barcelone.
72. Le Chef de la délégation de la Barbade, M. Headley, a reconnu l'importance de la gestion des éléments nutritifs, de l'eau douce et des déchets marins pour les travaux de la Convention et de

tous les pays de la région des Caraïbes. Il a en outre souligné qu'il importait de hiérarchiser les activités spécifiques du programme de travail pendant la Conférence des Parties afin d'assurer l'utilisation efficace du temps et des ressources du Secrétariat.

73. Le délégué de la Barbade, M. Hinds, a souligné la nécessité de mettre en place des infrastructures et des fonds appropriés pour mettre en œuvre les stratégies et apporter des améliorations à long terme.
74. Le Secrétariat a remercié les délégués de leurs commentaires sur la priorisation de ses ressources financières et humaines très limitées. M. Corbin a ajouté que des fonds de projet limités étaient disponibles pour soutenir la mise en œuvre des stratégies aux niveaux national et régional à court terme. Des fonds de projet étaient également disponibles pour le renforcement des capacités afin d'aider les Parties à satisfaire à leurs obligations au titre du Protocole LBS.
75. Mme Adrian a mentionné l'importance de reconnaître les limites de chaque pays ainsi que les limites du Secrétariat et a souligné la nécessité d'établir des priorités. Elle a déclaré que les questions soulevées au cours de la réunion, en particulier sur la Stratégie de réduction de la pollution par les éléments nutritifs, devraient être considérées comme des priorités à long terme et être travaillées et discutées lors des prochaines réunions intergouvernementales et la COP, même si cela signifiait introduire moins de nouveaux sujets. Elle a ajouté qu'il était essentiel de rester concentré sur les questions fondamentales de la Convention de Cartagena et du Protocole LBS.
76. La déléguée de la République dominicaine, Mme Nina Lysenko, a déclaré qu'elle appréciait les interventions qui ont été faites et les trouvait très utiles. Elle indiqua que les stratégies étaient d'excellents documents de référence qui pourraient être utilisés par le Secrétariat pour aller de l'avant. Mme Lysenko a ajouté que la République dominicaine attendait avec intérêt de travailler avec le Secrétariat et les autres Parties contractantes au Protocole LBS.
77. Le Président a soutenu l'intervention de Mme Adrian, en indiquant que la question de la collaboration est cruciale et que le plan de travail doit être divisé en fonction des actions nationales et régionales. Il a ensuite remercié le Secrétariat de son exposé et de ses recommandations sur la voie à suivre.

Point 8 de l'ordre du jour : Projet de plan de travail et budget du sous-programme AMEP pour l'exercice biennal 2021-2022

78. Le Secrétariat a été invité par le Président à présenter le projet de plan de travail et de budget de l'AMEP pour l'exercice biennal 2021-2022 à l'appui du Protocole LBS, tel qu'il figure dans le document **UNEP(DEPI)/CAR WG.41/3 Rev.1**, et les deux stratégies et plans de travail à moyen terme pour les centres d'activités régionaux, CAR IMA (**UNEP(DEPI)/CAR WG.41/4a Rev.1**) et CAR CIMAB (**UNEP(DEPI)/CAR WG.41/4b Rev.1**).
79. M. Corbin a mentionné que le Secrétariat s'était efforcé d'améliorer la disponibilité de l'information (études de cas) pour les Parties contractantes et non contractantes. Il a exhorté les points de liaison à tirer parti des documents disponibles et à partager avec le Secrétariat les enseignements tirés, les expériences ou toute autre activité entreprise au niveau national dans le domaine de la prévention de la pollution marine.
80. Il a ensuite présenté à la réunion un aperçu du projet de plan de travail pour le sous-programme AMEP pour la période 2021-2022, qui, a-t-il fait remarquer, a été élaboré à l'occasion de plusieurs consultations avec les Parties et les CAR LBS et a été guidé par leurs recommandations.

81. Dans son exposé, M. Corbin a décrit les principales priorités stratégiques, notamment pour l'élaboration et la mise en œuvre de projets, la ratification du Protocole LBS, la mise en œuvre de stratégies régionales et le soutien à l'évolution continue du Protocole et de ses annexes.
82. Le Président a remercié M. Corbin de l'exposé informatif et s'est félicitée du nouveau format avec des objectifs et des indicateurs clairs et des liens entre les produits et les projets spécifiques. M. Headley a mentionné que la liste des activités spécifiques non financées permettrait au Secrétariat d'être mieux ciblé dans la mobilisation des ressources, et a félicité le Secrétariat pour les efforts continuellement déployés pour recueillir des fonds. Il a également souligné la différence frappante entre le financement disponible du CTF et d'autres sources externes.
83. La déléguée des États-Unis, Mme Adrian, a remercié M. Corbin pour son exposé clair sur le projet de plan de travail et de budget et s'est félicitée du niveau de détail et de la perspective historique du travail effectué par le Secrétariat. Les États-Unis ont reconnu que les problèmes budgétaires auxquels ils étaient confrontés étaient restrictifs et qu'il était nécessaire d'examiner les moyens de continuer à faire le travail requis avec un financement limité. Une solution à court terme a été suggérée pour renoncer aux réunions en personne et convoquer virtuellement les réunions du STAC et de la COP au cours de l'exercice biennal 2021-2022 afin d'économiser les ressources et d'appuyer le personnel et les programmes.
84. Le délégué de la République dominicaine, Otto Cordero, a remercié M. Corbin pour son exposé détaillé. Le délégué a exprimé la nécessité de développer davantage d'activités à l'annexe 5. Il a demandé au Secrétariat de prendre en considération la redistribution du budget et de travailler dans différents domaines plus précis et plus concis. Il a suggéré que le Secteur privé fasse appel au Secrétariat pour obtenir un éventuel appui.
85. Le Président a demandé au Secrétariat de formuler des observations et de lui faire part des observations sur les suggestions faites par les États-Unis et la République dominicaine concernant la convocation de réunions virtuelles et la redistribution du budget. Il a convenu que la question de l'engagement du secteur privé était très importante et que les gouvernements devraient prendre la responsabilité d'influencer les autres parties prenantes dans la région.
86. M. Corbin a remercié les Parties contractantes de leurs observations. En réponse aux États-Unis, il indiqua qu'une décision de la COP LBS serait la bienvenue en ce qui concerne la proposition de convoquer virtuellement les prochaines réunions intergouvernementales. Cette décision, a-t-il ajouté, contribuerait à réduire les coûts pour le Fonds d'affectation spéciale.
87. Il s'est félicité des suggestions du délégué de la République dominicaine et ajouta que la voie à suivre nécessitait une plus grande intégration entre les secteurs. M. Corbin a expliqué que la pollution était une question transversale qui nécessitait une approche holistique et intégrée. Il a également expliqué que de nouveaux projets et activités apporteraient un soutien essentiel au renforcement des politiques, lois, stratégies et plans d'action nationaux.
88. M. Corbin a expliqué que les projets externes fournissaient un soutien direct aux pays, avec un petit montant de fonds de projet utilisé pour embaucher du personnel de projet. Il a ajouté que cela a donné l'occasion d'engager les CAR à participer davantage à l'exécution des projets, le Secrétariat assurant la supervision. M. Corbin a ensuite prié les Parties non contractantes et les Observateurs de faire des recommandations sur la meilleure façon dont le Secrétariat pourrait améliorer son appui dans leurs processus de ratification.
89. Le Président a ensuite ouvert la parole aux Parties non contractantes pour demander au Secrétariat des éclaircissements concernant le processus de ratification.
90. Le délégué des îles Vierges britanniques, M. Mervin Hastings, a demandé une assistance

technique qui pourrait être rendue pour la ratification du Protocole. Il a noté qu'en raison de leur statut de territoire d'outre-mer du Royaume-Uni, toutes les propositions devraient être envoyées au Royaume-Uni pour ratification. M. Hastings s'est enquis en outre des capacités techniques et fonctionnelles requises pour mettre en œuvre et traiter le Protocole LBS au niveau national. Il a ajouté qu'une évaluation des lacunes du cadre actuel des îles Vierges britanniques dans la mise en œuvre du Protocole LBS était également nécessaire.

91. Le Secrétariat a encouragé les Parties non contractantes à poursuivre leurs consultations au sein de leurs organismes gouvernementaux respectifs sur la question. M. Corbin a ensuite souligné que le Secrétariat pourrait fournir une assistance, par exemple, à l'élaboration d'un mémorandum du Cabinet et faciliter les échanges d'expériences sur le processus de ratification avec les Parties contractantes. Il a noté que le Secrétariat n'était peut-être pas au courant des défis nationaux spécifiques auxquels les Parties non contractantes étaient confrontées et a encouragé le Secrétariat à le faire relever.
92. M. Headley, délégué de la Barbade, recommande que le Secrétariat fournisse aux Parties non contractantes un aperçu du rôle qu'il a joué dans l'aide aux ratifications antérieures, ce qui permettrait aux Parties non contractantes d'indiquer leurs besoins dans un délai précis.
93. Le plan de travail et le budget ont été adoptés par les parties contractantes.

Point 9 de l'ordre du jour : Stratégies pour les centres d'activités régionaux LBS

94. M. Corbin a commencé par souligner le rôle historique des CAR LBS dans la mise en œuvre du Protocole LBS, soulignant leur contribution importante aux travaux du Secrétariat. Il a fait référence à une décision de la précédente réunion de la Conférence des Parties concernant les CAR LBS visant à élaborer des stratégies à moyen terme qui fourniraient un cadre permettant aux Parties contractantes de mieux identifier comment les CAR appuieraient les travaux du Secrétariat. Il a également évoqué l'élaboration de plans de travail biennaux spécifiques par les CAR qui seraient pleinement intégrés dans le plan de travail approuvé par les Parties contractantes.
95. Le Secrétariat a ensuite invité des représentants du CAR IMA et du CAR CIMAB à présenter un bref aperçu de leurs stratégies à moyen terme telles qu'elles figurent dans les documents de travail. **UNEP(DEPI)/CAR WG.41/4a/Rev.1** et **UNEP(DEPI)/CAR WG.41/4b/Rev.1**, respectivement, pour approbation par la COP.
96. M. Banjoo a présenté le plan stratégique approuvé par le cabinet de l'IMA pour la période 2019-2024, qui comprenait des priorités stratégiques sur l'amélioration de la valeur à long terme pour les parties prenantes grâce au programme de développement durable à l'horizon 2030 du gouvernement de Trinité-et-Tobago (Vision 2030), la promotion de la recherche interdisciplinaire et les liens avec l'industrie, la croissance et la diversité du financement de la recherche par le biais de subventions et de parrainage d'entreprises, la réduction des coûts opérationnels et l'optimisation des ressources pour atteindre la valeur, et renforcer l'engagement extérieur.
97. Il a indiqué qu'en raison de la chute économique de ces derniers temps et des impacts de la pandémie de COVID-19, le CAR IMA a demandé des subventions pour tenir compte de la baisse de 40 % du financement gouvernemental. Dans le cadre des principaux objectifs stratégiques financiers, on s'attendait à ce que le financement des subventions représente au moins 60 % de son budget de recherche.
98. M. Banjoo a ensuite mis en évidence la liste des projets et des activités qui seraient mis en œuvre

avec le soutien du CAR IMA. En conclusion, il a indiqué que le CAR IMA continuerait à apporter des contributions en nature dans des projets financés à petite échelle avec le Secrétariat et qu'il chercherait à obtenir des subventions d'autres sources.

99. Le Président a remercié M. Banjoo de son exposé. Il a souhaité la bienvenue à M. Corbin qui a procédé à une présentation au nom du CAR CIMAB en raison des difficultés techniques rencontrées par les délégués du CAR.
100. M. Corbin a fait remarquer que le CAR CIMAB avait conçu la Stratégie de manière à être pleinement cohérente et à soutenir les objectifs stratégiques de la Stratégie du Programme pour l'environnement des Caraïbes (PEC) récemment mise à jour pour la période 2021-2030. Il indiqua qu'en définissant leur rôle stratégique en tant que CAR, les stratégies étaient également conformes à leurs propres stratégies organisationnelles (CAR IMA et CAR CIMAB).
101. Il a en outre souligné que la stratégie du CAR CIMAB complétait les piliers, les objectifs, les cibles et les indicateurs de la Stratégie régionale sur la pollution par les éléments nutritifs récemment élaborée. Il a ensuite indiqué les domaines d'intérêt auxquels le CAR CIMAB pourrait contribuer dans le cadre du plan de travail et du budget 2021-2022 du Secrétariat.
102. M. Corbin mentionna leur rôle dans la promotion et l'aide à la ratification et à la mise en œuvre du Protocole LBS, en particulier dans les pays hispanophones. Il a en outre souligné leur capacité technique à surveiller la présence et les impacts des polluants marins sur la santé humaine et les écosystèmes côtiers et marins et la nécessité de poursuivre le renforcement des capacités dans ces domaines afin d'apporter un soutien accru aux Parties contractantes.

Point 10 de l'ordre du jour : Examen des recommandations de la Cinquième réunion du Comité consultatif scientifique et technique (STAC 5) au Protocole relatif à la pollution due aux activités terrestres, (LBS) dans la région des Caraïbes

103. M. Corbin a remercié les délégués pour leur participation à la 5^e Réunion du STAC LBS et leurs contributions aux recommandations. Il a ensuite présenté un aperçu des recommandations de la 5^e Réunion STAC LBS. M. Corbin a mentionné les mesures déjà prises en réponse à certaines des recommandations et aux directives et observations supplémentaires reçues de la part des Parties contractantes. Il a expliqué que les Parties contractantes avaient spécifiquement mentionné les travaux effectués par l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui n'avaient pas été mis en évidence au cours de la STAC.
104. Il a présenté les éléments de décision qui ont été présentés par les Parties contractantes tout au long de la réunion.
105. La déléguée des États-Unis, Mme Adrian, a remercié le Secrétariat pour les brèves discussions sur les recommandations et les projets de décisions. Elle a demandé des éclaircissements sur un calendrier pour soumettre des commentaires sur les projets de décisions.
106. M. Corbin a déclaré que la Conférence des Parties pourrait appuyer pleinement les recommandations et/ou apporter des modifications supplémentaires en fonction des questions soulevées au cours de la réunion. Il a ajouté que des observations supplémentaires sur les projets de décisions étaient les bienvenues et seraient incorporées et partagées avec les Parties contractantes en attendant un examen et une approbation plus approfondis au cours de la dernière journée de la Conférence des Parties de Cartagena.
107. Mme Adrian, déléguée des États-Unis, a proposé une décision pour le Secrétariat d'accueillir

virtuellement les prochaines réunions STAC LBS et COP afin d'économiser des ressources. Elle a suggéré que d'autres discussions aient lieu au cours de la 11^e Réunion de la COP à SPAW et la 19^e IGM/16^e Réunion de la COP.

108. Le Président accueille favorablement la suggestion des États-Unis et demande aux Parties contractantes s'il y a des objections. Vu qu'aucune objection n'a été soulevée, le Président a recommandé que le Secrétariat rédige la décision appropriée pour un examen plus approfondi.
109. Le Secrétariat a confirmé que, sur la base de l'intervention des États-Unis, une décision spécifique de la COP LBS serait rédigée pour appuyer la nécessité de prudence financière et la convocation de réunions virtuelles. M. Corbin a recommandé qu'une décision similaire soit rédigée pour examen plus approfondi par les Parties contractantes au cours de la COP SPAW et de l'IGM. Il a ensuite remercié le délégué des États-Unis pour cette recommandation.

Point 11 de l'ordre du jour : Questions diverses

110. Le Président a invité les participants à soulever toute autre question qui n'a pas été abordée au cours de la réunion mais qui peut faire l'objet d'un débat.
111. M. Corbin a encouragé les participants à la réunion qui étaient des Parties non contractantes au Protocole SPAW à participer en qualité d'observateurs aux délibérations de la Conférence sur la Convention SPAW et a exhorté tous les délégués à participer à la réunion de la Convention de Cartagena.

Point 12 de l'ordre du jour : Rapport du rapporteur

112. M. Corbin a mentionné à la réunion que les décisions seraient présentées lors de la prochaine seizième réunion des Parties contractantes à la Convention. Il a ensuite invité le rapporteur à faire un résumé de la réunion.
113. Le Rapporteur a présenté un aperçu de la Réunion et des projets de décisions pour un examen plus approfondi.

Point 13 de l'ordre du jour : Clôture de la réunion

114. Le Président, M. Headley, a remercié le Rapporteur pour le rapport de la réunion et l'a félicitée de ses conseils lors de l'examen des décisions. Il a ensuite invité le Secrétariat à faciliter la clôture de la réunion.
115. M. Corbin a remercié le Président, le Vice-Président, le Rapporteur, les membres du Groupe de travail et les partenaires pour leur soutien dévoué au Sous-programme de l'AMEP au cours du dernier exercice biennal et a ajouté qu'il se réjouissait à la perspective de travailler avec eux au cours du prochain exercice biennal. Il a également remercié les membres du Secrétariat, les stagiaires, les interprètes et les traducteurs pour leur soutien.
116. Le Président souscrit aux observations du Secrétariat et exprime sa gratitude aux Parties contractantes d'avoir permis à la Barbade de présider les sessions. Il a en outre remercié le Secrétariat de l'énorme travail qu'il a accompli dans la préparation de la réunion et de son appui pendant les sessions. Il a ensuite invité le Secrétariat à clore la réunion.
117. Au nom du Secrétariat, Mme Inness a déclaré que les stagiaires avaient été d'une valeur inestimable dans la préparation des réunions intergouvernementales. Elle a reconnu l'appui apporté par Mme Adrian (États-Unis), qui avait été une tour de soutien au sous-programme AMEP et à la mise en œuvre du Protocole LBS et elle nous manquerait. Elle a conclu en

remerciant les interprètes et les Parties contractantes pour leur participation et leur soutien.

118. La réunion a été terminée le lundi 26 juillet 2021 à 16h41

Annexe I: ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

1. Ouverture de la Réunion
2. Élection des officiers
3. Organisation de la réunion
 - a. Règlement intérieur
 - b. Organisation du travail
4. Adoption de l'Ordre du jour
5. Examen des activités de programme AMEP pour la période 2019-2020
6. Recommandations de la cinquième réunion du Comité consultatif scientifique et technique (STAC) au Protocole relatif à la pollution des eaux sources et activités terrestres (LBS) dans la région des Caraïbes
7. Stratégie régionale pour la réduction de la pollution des nutriments
8. Projet de plan de travail et budget du sous-programme AMEP pour l'exercice bisannuel 2021-2022
9. Stratégies pour les Centres d'activité régionaux LBS
10. Questions diverses
11. Adoption des décisions de la réunion
12. Clôture de la réunion

Pour des raisons d'économie et pour préserver l'environnement, les délégués sont priés d'apporter leurs copies des documents de travail et d'information et de ne pas demander des copies supplémentaires

*Ce document a été reproduit sans avoir été formellement édité.

Annexe II : LISTE DES PROVISOIRE DOCUMENTS

Documents de travail

Code	Titre	Point de l'ordre du jour
UNEP(DEPI)/CAR IG.43/1	Ordre du jour provisoire	4
UNEP(DEPI)/CAR IG.43/2	Ordre du jour provisoire annoté	4
UNEP(DEPI)/CAR WG.41/3/Rev.1	Projet de plan de travail et de budget du sous-programme sur l'évaluation et la gestion de la pollution de l'environnement (AMEP) pour 2021-2022	8
UNEP(DEPI)/CAR WG.41/4a/Rev.1	Projet de stratégie et de plan de travail pour LBS RAC IMA	9
UNEP(DEPI)/CAR WG.41/4b/Rev.1	Projet de stratégie et de plan de travail pour LBS RAC CIMAB	9
UNEP(DEPI)/CAR IG.43/3	<i>Décisions de la sixième réunion des parties contractantes (CdP) au protocole concernant la pollution due à des sources et activités terrestres (protocole LBS) dans la région des Caraïbes (à préparer pendant la réunion)</i>	11
UNEP(DEPI)/CAR IG.43/4	<i>Rapport de la réunion (à préparer après la réunion)</i>	

Pour des raisons de santé et de sécurité publiques liées à la pandémie de COVID-19, cette réunion est convoquée virtuellement. Les délégués sont priés d'accéder à tous les documents de la réunion par voie électronique.

*Ce document a été reproduit sans édition formelle.

Information Documents

Code	Titre	Point de l'ordre du jour
UNEP(DEPI)/CAR IG.43/INF.1	Note d'information pour les participants	
UNEP(DEPI)/CAR IG.43/INF.1	Liste provisoire des documents	Tous
UNEP(DEPI)/CAR IG.43/INF.2	Liste des participants	
UNEP(DEPI)CAR WG.41/INF.25/Rev.1	Modèle révisé de rapport national sur la Convention de Carthagène et ses protocoles	5
UNEP(DEPI)/CAR WG.41/INF.7	Rapport sur les travaux du nœud caribéen pour la gestion des déchets marins (2019-2020)	5
UNEP(DEPI)/CAR WG.41/INF.6	Rapport du Groupe de travail ad hoc à composition non limitée sur la surveillance et l'évaluation environnementales 2019-2020	5
UNEP(DEPI)/CAR WG.41/INF.5	Rapport d'activités pour les centres d'activités régionaux LBS – IMA (Trinité et Tobago) et CIMAB (Cuba) pour 2019-2020	5
UNEP(DEPI)/CAR WG.41/INF.4	État des activités du sous-programme d'évaluation et de gestion de la pollution de l'environnement (AMEP) pour 2019-2020	5
UNEP(DEPI)/CAR WG.41/INF.14	Action intégrée à grande échelle sur la restauration des habitats et la pollution dans la région CLME+ : rapport d'évaluation de base et de faisabilité sur les besoins et les opportunités d'investissement	6
UNEP(DEPI)/CAR WG.41/INF.11	Projet FEM pour le grand écosystème marin des Caraïbes (CLME+) – Rapport final	6
UNEP(DEPI)/CAR WG.41/5	Recommandations de la cinquième réunion du Comité consultatif scientifique et technique (STAC) au Protocole concernant la pollution provenant de sources et d'activités terrestres dans la région des Caraïbes.	6
UNEP(DEPI)/CAR IG.42/7	Rapport de la quinzième réunion des Parties contractantes à la Convention pour la protection et le développement du milieu marin de la région des Caraïbes. Roatán, Honduras, 5-6 juin 2019	6
UNEP(DEPI)/CAR IG.42/6	Décisions de la dix-huitième réunion intergouvernementale sur le plan d'action du Programme pour l'environnement des Caraïbes et de la quinzième réunion des parties contractantes à la Convention pour la protection et le développement du milieu marin de la région des Caraïbes	6
UNEP(DEPI)/CAR IG.41/3	Décisions de la quatrième réunion des Parties contractantes au Protocole concernant la pollution due à des sources et activités terrestres (LBS) dans la région des Caraïbes. Roatán, Honduras, 4 juin 2019	6
UNEP(DEPI) CAR WG.41/INF.19/Rev.1	Stratégie régionale sur les déchets marins pour GPML-Caribe	6

UNEP(DEPI) CAR WG.41/INF.18	Recueil d'études de cas sur la gestion des déchets solides	6
	Titre	Point de l'ordre du jour
UNEP(DEPI)/CAR WG.41/INF.10/Rev.1	Stratégie et plan d'action régionaux de réduction de la pollution par les éléments nutritifs	7
UNEP(DEPI)CAR WG.41/INF.21/Rev.1	Proposition de projet régional pour la gestion des plastiques dans les PEID des Caraïbes.	8
UNEP(DEPI)/CAR IG.43/INF.5	FEMPIF - Réduire les plastiques marins et la pollution plastique dans les villes d'Amérique latine et des Caraïbes grâce à une approche d'économie circulaire.	8
UNEP(DEPI)/CAR IG.43/INF.4	FEM IW:LEARN 5: Soutenir la coordination du portefeuille au sein et au-delà de la zone focale des eaux internationales, en particulier dans les petits États insulaires en développement, par le partage des connaissances, la gestion de l'information, la création de partenariats et des services d'orientation programmatique	8
UNEP(DEPI)/CAR IG.43/INF.3	Protéger et restaurer le capital naturel de l'océan, renforcer la résilience et soutenir les investissements à l'échelle régionale pour un développement socio-économique bleu durable (PNUD GEF PROCARIBE+) PIF	8
UNEP(DEPI)/CAR IG.41/4	Rapport de la quatrième réunion des Parties contractantes au Protocole concernant la pollution due à des sources et activités terrestres (LBS) dans la région des Caraïbes	8
UNEP(DEPI) CAR WG.41/INF.24/Rev.1	Document technique sur l'intégration des questions d'eau douce dans le protocole LBS	8
UNEP(DEPI) CAR WG.41/INF.23	Document technique sur les critères proposés pour les rejets de nutriments pour les effluents d'eaux usées domestiques	8
UNEP(DEPI) CAR WG.41/INF.22/Rev.1	Projet de stratégie pour le secrétariat et le réseau de la Convention de Carthagène du PNUE 2021-2030	8

Documents de référence

UNEP, 2021	Répertoire des points focaux du Programme pour l'environnement des Caraïbes
UNEP, 2012	Convention pour la protection et le développement du milieu marin de la région des Caraïbes, Protocole concernant la coopération dans la lutte contre les déversements d'hydrocarbures, Protocole concernant les aires et la faune spécialement protégées et le Protocole concernant la pollution provenant de sources et d'activités terrestres
UNEP, 1999	Acte final de la Conférence de plénipotentiaires pour l'adoption du Protocole concernant la pollution provenant de sources et d'activités telluriques dans la région des Caraïbes

Code	Titre
UNEP, 2010	Règlement intérieur des réunions de la Convention pour la protection et le développement du milieu marin de la région des Caraïbes (Convention de Carthagène)
UNEP, 2010	Règlement financier de la Convention de Cartagena, son Programme pour l'environnement des Caraïbes et Termes de référence du Fonds d'affectation spéciale pour les Caraïbes
UNEP(DEPI)/CAR IG.36/CRP.1	Amendement au Règlement financier de la Convention de Carthagène
UNEP, 2010	Lignes directrices pour la création et le fonctionnement de centres d'activités régionales et de réseaux d'activités régionales pour la Convention de Carthagène
UNEP(DEPI)/CAR WG.32/INF.9 Rev.3	Modèle de rapport national sur la Convention de Carthagène et ses protocoles
UNEP, 2016	Orientations stratégiques des mers régionales (2017-2020)
UNEP/WBRS.18/INF.9	Ensemble d'indicateurs de base pour les mers régionales
UNEP MTS	Stratégie à moyen terme du PNUE 2022-2025
CLME+ SAP v1.3 2016	Programme d'action stratégique CLME+
CEP Technical Report No. 72	Plan d'action régional sur la gestion des déchets marins (RAPMaLi) pour la région des Caraïbes 2014
UNEP/EA.4/INF.7	Proposition d'une nouvelle stratégie marine et côtière du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour la période 2020-2030
UNEP, 2020	Mers régionales et ODD 14 : La contribution des conventions et plans d'action des mers régionales à un océan sain
UNEP XXII LAC-Desc, 2021	DECISIONS - XXIIe réunion du Forum des ministres de l'environnement d'Amérique latine et des Caraïbes
UNEP XXII LAC-BDecl, 2021	DÉCLARATION DE BRIDGETOWN - XXIIe réunion du Forum des ministres de l'environnement d'Amérique latine et des Caraïbes
UNEP, 2018	Plan d'action régional de gestion des déchets des Caraïbes
UNEP CEP & The Nature Conservancy 2021	Solutions basées sur la nature pour la gestion des eaux usées dans les Caraïbes - Obstacles et opportunités
GEF-IWEco, 2020	Compendium des indicateurs environnementaux régionaux
GEF-IWEco, 2020	Étude de faisabilité pour la mise en place d'un portail régional de données de surveillance environnementale (REMDAP)
GEF-IWEco, 2021	Développement d'un partenariat public-privé pour réduire la pollution marine par les bateaux de plaisance (Yachts) et les centres de tourisme
GEF-IWEco, 2021	Rapport d'évaluation des laboratoires pour les pays des Caraïbes participant au projet FEM-IWEco

Annexe III: Décisions de la Réunion

Les parties contractantes :

Ayant convoqué la Cinquième Réunion des Parties contractantes au Protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres (COP5 LBS) dans la région des Caraïbes, tenue virtuellement le 26 juillet 2021 ;

Prenant note de l'état de la mise en œuvre du plan de travail et du budget du sous-programme AMEP pour la période 2019-2020, tels que contenu dans le document UNEP(DEPI)/CAR WG.41/INF.4 ;

Prenant note également du Rapport d'activités des Centres d'activité régionaux du Protocole LBS (CAR LBS) à Cuba et à Trinité-et-Tobago, pour la période 2019-2020, tel qu'il est contenu dans le document UNEP(DEPI)/CAR WG.41/INF.5 ;

Prenant note en outre des possibilités offertes au travers de la participation des pays à des projets en cours, tels que FEM IWeco, FEM CREW+, ACP MEA 3, et de nouveaux projets en amorce, pour les aider à respecter leurs obligations au titre du Protocole LBS ;

Faisant bon accueil à l'attention mondiale accrue portée sur le contrôle, la prévention et la réduction de la pollution marine par le biais de la nouvelle stratégie à moyen terme et le nouveau programme de travail du PNUE ;

Reconnaissant les efforts déployés par le Secrétariat pour intégrer de plus en plus les travaux des sous-programmes AMEP et SPAW, notamment par le biais de partenariats et de nouveaux mémorandums d'accord signés entre le Secrétariat et les organismes partenaires ;

Reconnaissant en outre l'importance de ces partenariats dans le cadre du Réseau d'activité régionales (RAR) pour appuyer les actions prioritaires sur les eaux usées, les éléments nutritifs et la pollution des déchets marins, par le biais des travaux des partenariats mondiaux du PNUE sur ces polluants ;

Ayant examiné le rapport du Groupe de travail à composition non limitée sur la surveillance et l'évaluation environnementales, tel qu'il est contenu dans le document UNEP(DEPI)/CAR WG.41/INF.6 Rev.1 ;

Ayant également examiné les recommandations de la Cinquième réunion du Comité consultatif scientifique et technique au Protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres (STAC5 LBS) dans la Région des Caraïbes contenues dans le document UNEP(DEPI)/CAR WG.41/5 ;

Ayant ensuite examiné le Plan de travail et le budget relatifs aux activités du sous-programme AMEP pour l'exercice biennal 2021-2022, tels que contenu dans le document UNEP(DEPI)/CAR WG.41/3/Rev.1 ;

Faisant bon accueil aux nouvelles stratégies à moyen terme élaborées par les Centres d'activité régionaux (CAR) du Protocole LBS reflétées dans les paragraphes UNEP(DEPI)/CAR WG.41/4a/Rev.1 et UNEP(DEPI)/CAR WG.41/4b/Rev.1, qui décrivent comment les CAR LBS contribueront à la mise en œuvre du plan de travail 2020-2021 ;

Considérant la stratégie et le plan d'action régionaux pour réduire la pollution par les éléments nutritifs proposés dans le document UNEP(DEPI)/CAR WG.41/INF.10 Rev.1 ;

Félicitant le Gouvernement de la Barbade pour sa ratification du Protocole LBS en 2019, ainsi que les progrès réalisés par les Parties non contractantes dans leurs efforts pour ratifier le Protocole LBS ;

Prenant note des efforts déployés par le Secrétariat pour mobiliser des fonds au travers de projets qui supporteront davantage la ratification du Protocole LBS par les Parties non contractantes et aideront les Parties contractantes à s'acquitter de leurs obligations nationales au titre du Protocole LBS ;

Prenant note en outre de la nécessité de mettre au point l'Accord-cadre avec le gouvernement de

Cuba pour le CAR CIMAB LBS ;

Reconnaissant les contraintes budgétaires auxquelles le Secrétariat est confronté ; **prenant note en outre** de l'importance de mettre en œuvre une gestion financière prudente dans la mise en œuvre du plan de travail et du budget 2021-2022.

Décident de :

1. **Soutenir** les recommandations du STAC5 LBS.
2. **Soutenir** le plan de travail et le budget du sous-programme AMEP de l'exercice biennal 2021-2022 pour adoption finale par la dix-neuvième Réunion intergouvernementale et la seizième Réunion des Parties contractantes, y compris la hiérarchisation des activités non financées proposées et les modifications convenues au cours de la réunion qui comprennent un examen et une redistribution des allocations, afin d'appuyer les activités prioritaires qui aideront les pays à s'acquitter de leurs obligations au titre du Protocole LBS.
3. **Demander** au Secrétariat d'établir des partenariats avec des organisations non gouvernementales et des entités du secteur privé pour soutenir la mise en œuvre du Protocole LBS dans la région, y compris au travers d'un apport de financement pour les activités non financées dans le plan de travail 2021-2022.
4. **Encourager** les Parties contractantes de maximiser les opportunités d'appui financier pour le renforcement des capacités, par le biais de projets et d'activités en cours qui permettront aux Parties contractantes de respecter leurs obligations nationales au titre du Protocole LBS.
5. **Soutenir** les plans stratégiques de moyen terme, présentés par le CAR IMA et le CAR CIMAB et **demander** aux CAR LBS l'élaboration de plans de travail biennaux qui pourraient être approuvés dans le cadre du plan de travail biennal 2023-2024, permettant ainsi une plus grande intégration des activités dans les futurs plans de travail et budgets d'AMEP.
6. **Demander** aux CAR LBS d'appuyer le Secrétariat dans la mobilisation de ressources et de fournir un appui technique et consultatif aux Parties contractantes dans la mise en œuvre du Protocole LBS, et aux Parties non contractantes dans la ratification du Protocole LBS.
7. **Adopter** la Stratégie et le Plan d'action régionaux pour réduire la pollution par les éléments nutritifs (RNPSAP, pour ses sigles en anglais) et demander au Groupe de travail à composition non limitée sur le suivi et l'évaluation de fournir un appui technique et une supervision pour sa mise en œuvre progressive aux niveaux national et régional, sous réserve de la disponibilité de fonds et de modifier ses termes de référence en conséquence.
8. **Reconnaître** avec gratitude l'importante contribution de la présidente sortante du groupe de travail à composition non limitée, Mme Stephanie Adrian, et encourager les autres Parties contractantes à envisager de présider le Groupe de travail à composition non limitée au cours de l'exercice biennal 2021-2022, et **demander** au Secrétariat de partager les termes de référence pour le groupe de travail avec toutes les Parties contractantes.
9. **Établir** les sous-groupes suivants du groupe de travail à composition non limitée, afin d'examiner les questions importantes pour la poursuite de l'élaboration du Protocole LBS :
i) les normes et les critères qui incluraient des discussions sur des données comparables, des normes sur les éléments nutritifs, des normes relatives aux effluents d'eaux usées et la définition de la classe I & II, ii), la gestion de l'information et iii) la planification future, y compris l'examen de questions nouvelles telles que la gestion de l'eau douce ; et inviter toutes les Parties contractantes à désigner des experts nationaux et/ou régionaux pour participer activement au Groupe de travail à composition non limitée et à la création de nouveaux sous-groupes.

10. **Demander** aux Parties contractantes et aux CAR LBS de soumettre des candidatures d'experts nationaux gouvernementaux et non-gouvernementaux au groupe de travail à composition non limitée et aux nouveaux sous-groupes d'ici le 31 août 2021.
11. **Demander** au Secrétariat de renforcer l'intégration entre les groupes de travail LBS et SPAW, y compris la représentation croisée d'experts, lorsque cela est possible, entre les groupes afin de fournir un appui expert et technique accru à la mise en œuvre du programme de travail d'AMEP.
12. **Demander** au Secrétariat de poursuivre ses efforts pour promouvoir le travail du CAR REMPEITC-Caribe et d'encourager une plus grande collaboration entre tous les CAR de la Convention de Cartagena et de ses Protocoles.
13. **Demander** au Secrétariat de redoubler les efforts pour mettre au point l'Accord-cadre avec le gouvernement de Cuba en vue de la reconnaissance officielle du CAR CIMAB en tant que CAR LBS.
14. **Demander** à la Conférence des Parties à la Convention de Cartagena d'approuver le Modèle révisé d'élaboration de rapports nationaux sur la Convention de Cartagena et ses Protocoles, tel qu'il figure dans le document UNEP(DEPI)/CAR WG.41/INF.25 Rev.1, reflétant des questions supplémentaires qui faciliteraient une meilleure élaboration de rapports vers l'élaboration des futurs rapports sur l'état de la zone de la Convention.
15. **Demander en outre** au Secrétariat de mettre en œuvre des mesures pour permettre aux Parties contractantes de remplir et de soumettre plus facilement les rapports nationaux, notamment en fixant une date limite pour la soumission de ces rapports.
16. **Recommander** à la Conférence des Parties de la Convention de Cartagena, qu'en raison des difficultés financières rencontrées par le Secrétariat et de l'importance de faire preuve de prudence financière au cours de l'exercice biennal 2021-2022, le Secrétariat convoque ses réunions intergouvernementales virtuellement, y compris la 6^e STAC LBS et la 6^e COP LBS.
17. **Demander** à la Conférence des Parties de la Convention de Cartagena d'encourager toutes les Parties non contractantes au Protocole LBS à devenir Parties contractantes dès que possible et, ce faisant, le Secrétariat devrait fournir aux Parties non contractantes les exemples d'avantages de la ratification, y compris à travers les réalisations des Parties contractantes pour lutter contre la pollution due à des sources et activités terrestres.

Annexe IV : LISTE DES PARTICIPANTS

CONTRACTING PARTIES				
	Participant	Country	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
1.	Linroy Christian	Antigua & Barbuda	Director of Analytical Services Analytical Services Friars, Hill St. John's	Tel: +268-764-8338 E-mail: linroyc@gmail.com
2.	Anthony Headley	Barbados	Director Environmental Protection Department, Ministry of Environment and National Beautification	Tel: Email: anthony.headley@epd.gov.bb
3.	Fabian Hinds	Barbados	Coastal Planner Coastal Zone Management Unit, Ministry of Maritime Affairs and Blue Economy	Tel: Email: fhinds@coastal.gov.bb
4.	Ann-Marie Eversley	Barbados	Senior Marine Pollution Officer Environmental Protection Department Ministry of Environment and National Beautification	Tel: Email: ann-marie.eversley@epd.gov.bb
5.	Rohan Payne	Barbados	Ministry of Environment and National Beautification	Tel: Email: rohan.payne@epd.gov.bb
6.	Kim Downes Agard	Barbados	Senior Environmental Officer Ministry of Environment and National Beautification	Tel: (246) 535-4350 Email: kim.downesagard@barbados.gov.bb

CONTRACTING PARTIES				
	Participant	Country	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
7.	Adrian Bellamy	Barbados	Assistant Project Coordinator Ministry of Environment and National Beautification	Email: adrian.bellamy@barbados.gov.bb
8.	Martin Alegria	Belize	Chief Environmental Officer Department of the Environment Ministry of Agriculture, Forestry, Fisheries, Environment and Sustainable Development	Tel: Email: alegria.martin@gmail.com
9.	Jorge Franco	Belize	Environmental Officer Department of the Environment Ministry of Agriculture, Forestry, Fisheries, Environment and Sustainable Development	Tel: Email:
10.	Lorena Tobon Ramnarace	Belize	Fisheries Officer Belize Fisheries Department Princess Margaret Drive, Belize City	Tel. 501-224-4552 Tel. vivian.ramnarace@fisheries.gov.bz
11.	Camila Minerva Rodriguez	Dominican Republic	Enforcement and Disaster Risk Reduction Director Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales	Tel: E-mail: camilaminerva@gmail.com
12.	Jose Manuel Mateo Feliz	Dominican Republic	Director Dirección de Áreas Protegida Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales	Tel: Email: josemanuel.mateo@ambiente.gob.do
13.	Nina Lysenko	Dominican Republic	Directora de Recursos Marinos Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales	Email: nina.lysenko@ambiente.gob.do
14.	Pedro Montero	Dominican Republic	Departamento de Regulación y Control de Actividades Marinas Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales	Email: pedro.montero@ambiente.gob.do

CONTRACTING PARTIES				
	Participant	Country	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
15.	Silmer Gonzalez	Dominican Republic	Directora Dirección de Calidad Ambiental	Email: silmer.gonzalez@ambiente.gob.do
16.	Emmanuelle Thiesse	France	Policy Advisor - Seabed and Pollution Ministry for an Ecological and Solidary Transition	Tel: 33 1 40 81 33 82 E-mail: emmanuelle.thiesse@developpement-durable.gouv.fr
17.	Benoît Rodrigues	France	Policy Officer, General Commissariat for Sustainable Development Ministry of Ecological and Solidarity Transition	Tel: Email: benoit.rodrigues@developpement-durable.gouv.fr
18.	Sharifah Razack	Guyana	Director of Education, Information and Training Environmental Protection Agency	Email: srazack@epaguyana.org
19.	Kemraj Parsram	Guyana	Executive Director Environmental Protection Agency Ganges Street, Sophia Georgetown, Guyana	Tel: Email: kparsram@epaguyana.org
20.	Diana Fernandes	Guyana	Multilateral Environmental Agreements Coordinator Environmental Protection Agency Ganges Street, Sophia Georgetown, Guyana	Tel: Email: dianafernandes2300@gmail.com
21.	Felicia Adams-Kellman	Guyana	Senior Environmental Protection Agency Environmental Protection Agency	Tel. 592-609-2343 E-mail: felicia.adams.a@gmail.com

CONTRACTING PARTIES				
	Participant	Country	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
22.	Stacy Lord	Guyana	Environmental Protection Agency Ganges Street, Sophia Georgetown, Guyana	Tel: Email: slord@epaguyana.org
23.	Karen Small	Guyana	Environmental Protection Agency Ganges Street, Sophia Georgetown, Guyana	Tel: Email: ksmall@epaguyana.org
24.	Marnie Xiomara Portillo Rodriguez	Honduras	Ingeniera Ambiental Secretaria de Recursos Naturales y Ambiente (MiAmbiente+)	Tel: Email: portillomarnie@yahoo.com
25.	Victor Pineda	Honduras	Jefe de Microbiologia Secretaria de Recursos Naturales y Ambiente (Mi Ambiente) El Centro de Estudios y Control de Contaminantes (CESCCO)	Tel: Email: vpineda@miambiente.gob.hn
26.	Marle Aguilar Ponce	Honduras	Secretaria de Recursos Naturales y Ambiente (Mi Ambiente) El Centro de Estudios y Control de Contaminantes (CESCCO)	Tel: Email:
27.	Darlene Flores	Honduras	Secretaria de Recursos Naturales y Ambiente (Mi Ambiente) El Centro de Estudios y Control de Contaminantes (CESCCO)	Tel: Email: bdarlaflores@gmail.com

CONTRACTING PARTIES				
	Participant	Country	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
28.	Carlos Alberto Thompson	Honduras	Secretaria de Recursos Naturales y Ambiente (Mi Ambiente) El Centro de Estudios y Control de Contaminantes (CESCCO)	Tel: Email: carlosalbertothompson@yahoo.com
29.	Sara Zelaya	Honduras	Secretaria de Recursos Naturales y Ambiente (Mi Ambiente) El Centro de Estudios y Control de Contaminantes (CESCCO)	Tel: Email:
30.	Nancy Gálvez	Honduras	Secretaria de Recursos Naturales y Ambiente (Mi Ambiente) El Centro de Estudios y Control de Contaminantes (CESCCO)	Tel: Email:
31.	Richard Nelson	Jamaica	Senior Manager of Environmental Management National Environment and Planning Agency 10 and 11 Caledonia Avenue Kingston 5	Email: rnelson@nepa.gov.jm richard.m.a.nelson2021@gmail.com
32.	Marino Eugenio Abrego	Panama	Ministerio de Ambiente de Panamá Jefe del Departamento de Manejo De Recursos Costeros y Marinos	Tel: 507-232-9633/ 507-6150-2101 E-mail: meabrego@miambiente.gob.pa epolo@miambiente.gob.pa
33.	Lavina Alexander	Saint Lucia	Sustainable Development and Environment Officer Ministry of Sustainable Development, Energy, Science and Technology	Tel: +758- 451-8746 Fax: +758- 450-1904 E-mail: lalexander@sde.gov.lc
34.	Thomas Nelson	Saint Lucia	Fisheries Biologist Department of Fisheries	Tel: E-mail: thomas.nelson@govt.lc

CONTRACTING PARTIES				
	Participant	Country	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
35.	Denny Dipchansingh	Trinidad and Tobago	Conservator of Forest Ministry of Agriculture, Land and Fisheries	Tel: 1 868 729 9826 Email: ddipchansingh@yahoo.com
36.	David Mahabir	Trinidad and Tobago	Conservator of Forest Ministry of Agriculture, Land and Fisheries	Email: trinidavid@yahoo.com
37.	Stephanie Adrian	USA	Acting Senior Advisor US Environmental Protection Agency (USG Focal Point for the US)	Tel. +703-308-8753 E-mail: adrian.stephanie@epa.gov
38.	Van Reidhead	USA	International Relations Officer U.S. Department of State	Tel: E-mail: reidheadve@state.gov
39.	Samantha Dowdell	USA	International Relations Specialist U.S. National Oceanic and Atmospheric Administration	Tel: Email: samantha.dowdell@noaa.gov
40.	Troy Pierce	USA	Chief Scientist U.S. EPA Gulf of Mexico Program 2510 14th St., Suite 1212, Gulfport MS 39501	Tel: 228-679-5909 E-mail: pierce.troy@epa.gov
41.	Hugh Sullivan	USA	Acting Lead National Coastal Condition Assessment US EPA Office of Water	Tel: 202-564-1763 E-mail: Sullivan.hugh@epa.gov
42.	Hodayah Finman	USA		
43.	Emily Pierce	USA		Email: pierceer@state.gov

OBSERVERS (Non-Contracting Parties)				
	Participant	Country	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
44.	Gisbert Boekhoudt	Aruba	Director Directorate for Nature & Environment	Tel: 297-585-1199 Email: gisbert.boekhoudt@dnm-aruba.org
45.	Oriana Wouters	Aruba	Directorate for Nature & Environment	Email: oriana.wouters@dnmaruba.org
46.	Mervin Hastings	British Virgin Island	Deputy Chief Conservaion & Fisheries Officer (Ag.) Ministry of Natural Resources and Labour BVI Government, Road Town Tortola BVI	Tel: (284) 468-9678 Email: mhastings@gov.vg
47.	Argel Horton	British Virgin Island	Marine Biologist Ministry of Natural Resources and Labour	Email:
48.	Iliana Pocasangre	Guatemala	Asesora Cooperación Internacional Ministerio de Ambiente y Recursos Naturales 7A Avenida, Cdad. de Guatemala, Guatemala	Tel: Email: bipocasangre@marn.gob.gt
49.	Luisa Fernandez	Guatemala	Asesora del Departamento de Ecosistemas Ministerio de Ambiente y Recursos Naturales	Email: lmfernandezbio@gmail.com
50.	René Castellón	Nicaragua	Director de Bioversidad MINISTERIO DEL AMBIENTE Y LOS RECURSOS NATURALES	Email: rcastellon@marena.gob.ni

OBSERVERS (Non-Contracting Parties) cont				
	Participant	Country	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
51.	Eavin Parry	St. Kitts and Nevis	Environmental Scientist Department of Environment Ministry of Agriculture, Human Settlement, Cooperatives and Environment	Tel. +1 (869) 467-1251 / 465-2277 E-mail: elvinparry@hotmail.com Eavin.Parry@gov.kn
52.	Janeel Miller-Findlay	St. Vincent and the Grenadines	Director Sustainable Development Unit Ministry of Tourism, Civil Aviation, Sustainable Development and Culture Administrative Building, Kingstown	Email: janeelmiller@gmail.com
53.	Rathna Kewal	Suriname	Senior Policy Officer Water & Environment Ministry of Natural Resources	Email: rathna.kewal@gov.sr
54.	Betzabey Motta	Venezuela	Directora de Prevención de Amenazas a la Diversidad Biológica	Tel: 58 04142540161 Email: prevencion.dgdb.ve@gmail.com
55.	Carlos González	Venezuela		Email:
56.	Yurly Tiberio	Venezuela	Directora de Emisiones y Efluentes adscrita a la Dirección General de Gestión de la Calidad Ambiental	Email: yurlytiberio@hotmail.com

OBSERVERS (Resource Persons, Agencies and Organizations)				
	Participant	Company	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
57.	Kareem Sabir	Caricom Secretariat	Senior Project Officer Sustainable Development	Tel: Email: kareem.sabir@caricom.org

OBSERVERS cont.				
	Participant	Company	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
58.	Ulises Calvo Borges	Embassy of Cuba in Jamaica	Third Secretary	Email: consul.cu@cwjamaica.com
59.	Pedro Moreo	GEF CReW+ Project	Regional Project Coordinator	Email: PMoreo@oas.org
60.	David Wilk	GEF CReW+ Project	Water & Wastewater Specialist	Email: davidwilkg@gmail.com
61.	David Rogers	GEF CReW+ Project	Water and Wastewater Management Consultant	Email: dlrogers60@gmail.com
62.	Magi Rodriquez	Interamerican Association for Environmental Defense	Lawyer Marine Biodiversity and Protection Program	Email: magi.rodriquez@ucr.ac.cr
63.	Maria Jose Gonzalez-Bernat	Interamerican Association for Environmental Defense	Scientific Advisor, Marine and Coastal Protection Program	Email: mjgonzalezbernat@aida-americas.org
64.	Courtney Vail	Lightkeepers Foundation	Director	Tel: 480 747-5015 Email: courtney@lightkeepersfoundation.com

OBSERVERS cont.				
	Participant	Company	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
65.	Gabriella Castellanos	Ministerio de Ambiente y Recursos Naturales	Jefa del departamento de Ecosistemas	Email: gabrielacastellanos.marn@gmail.com
66.	Luz María Ortiz	Secretariat of Environment and Natural Resources	Deputy Director General of Multilateral Environmental Agreements. Coordinating Unit for International Affairs	Email: luz.ortiz@semarnat.gob.mx
67.	Hyacinth Armstrong-Vaughn	The Biodiversity and Protected Areas Management (BIOPAMA) Programme	Protected Areas Officer International Union for Conservation of Nature (IUCN)	Email: Hyacinth.armstrongvaughn@iucn.org
68.	Justin Springer	The Biodiversity and Protected Areas Management (BIOPAMA) Programme	Technical support to the Biodiversity and Protected Areas Management BIOPAMA International Union for Conservation of Nature (IUCN)	Email: justin.springer@iucn.org
69.	Verónica Cáceres Chamorro	The Inter-American Convention for the Protection and Conservation of Sea Turtles (IAC)	Secretary Pro Tempore	Email: secretario@iacseaturtle.org
70.	Michael Razack	University of Trinidad and Tobago (UTT)	MTCC Officer Maritime Technology Cooperation Centre for the Caribbean (MTCC Caribbean)	Email: michael.razack@utt.edu.tt
71.	Vivian Rambarath-Parasram	University of Trinidad and Tobago (UTT)		Email: vivian.r-parasram@utt.edu.tt

OBSERVERS (cont'd)				
	Participants	Company	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
72.	Lukas Rodriguez			Email: lukas.g.rodriguez@uscg.mil
73.	Oswaldo Rosas			
74.	Dinah Korir			
75.	Vivian Parasram			Email: vivianr24@hotmail.com
76.	Tonisha Rock-Yaw			
77.	Tanya Lightbourne			Email: lightbournetanya4@gmail.com
78.	Melissa Meade			
79.	S. Brathwaite			
80.	Melissa Alvarez			
81.	Scarlett Inestroza			Email: caly_2_3@hotmail.com
82.	Dionne Carrington	CPAG		

REGIONAL ACTIVITY CENTERS				
	Participant	Country	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
83.	Zunilda Parra Arias	RAC CIMAB Cuba	Director	Email: zunilda@cimab.transnet.cu zuny1503@gmail.com
84.	Marlen Pérez Hernández	RAC CIMAB Cuba	Senior Researcher Carretera del Cristo No. 3, corner Tiscornia, Casablanca. Rule. Havana Cuba. Postal Address: Apartado 17029. Habana 11700. Cuba.	Email: marlen@cimab.transnet.cu ; mp420ale@gmail.com
85.	Darryl Banjoo	RAC IMA Trinidad and Tobago	Acting Director Institute of Marine Affairs Hilltop Lane Chaguaramas	Tel: (868) 634-4291 E-mail: dbanjoo@ima.gov.tt Website: www.ima.gov.tt
86.	Sandrine Pivard	SPAW RAC Guadeloupe	Executive director Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Guadeloupe (DEAL) Saint-Phy, B.P. 54, 97102 Basse-Terre	Tel: Email: Sandrine.PIVARD@developpement-durable.gouv.fr
87.	Fabien Barthelat	SPAW RAC Guadeloupe	Programme Officer Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Guadeloupe (DEAL) Saint-Phy, B.P. 54, 97102 Basse-Terre	Tel: Email: fabien.barthelat@developpement-durable.gouv.fr

REGIONAL ACTIVITY CENTERS cont.				
	Participant	Country	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
88.	Marine Didier	SPAW RAC Guadeloupe	Project Officer Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Guadeloupe (DEAL) Saint-Phy, B.P. 54, 97102 Basse-Terre	Tel. + 590 (0)5 90 99 43 43 Email: marine.didier@developpement-durable.gouv.fr
89.	Camille Caumette	SPAW RAC Guadeloupe	Project Officer Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Guadeloupe (DEAL) Saint-Phy, B.P. 54, 97102 Basse-Terre	Tel. + 590 (0)5 90 99 43 43 Email: camcaumette@gmail.com
90.	Marius Dragin	SPAW RAC Guadeloupe	Assistant Regional Activity Centre for Specially Protected Areas and Wildlife Parc national de la Guadeloupe 97120 Saint- Claude - Guadeloupe	Tel. + 590 (0)5 90 99 43 43 Email : marius.dragin@developpement-durable.gouv.fr
91.	Elisabeth Fries	SPAW RAC Guadeloupe	Regional Activity Centre for Specially Protected Areas and Wildlife	Email : elisabeth.fries@developpement-durable.gouv.fr
92.	Geraldine Conruyt	SPAW RAC Guadeloupe	CARI'MAM Project Coordinator Regional Activity Centre for Specially Protected Areas and Wildlife	Tel. + 590 (0)5 90 99 43 43 Email: geraldine.conruyt@developpement-durable.gouv.fr
93.	Floyd Patterson	RAC REMPEITC Caribe Curacao	Aviation & Meteorology Building, Curaçao	Email: fpatterson@racrempeitc.org

UN Environment Programme				
94.	Kerstin Stendahl	Chief of Branch Programme	UN Environment Programme Nairobi, Kenya	Email: kerstin.stendahl@un.org
95.	Nancy Soi	Coordinator Regional Seas Programme	UN Environment Programme Nairobi, Kenya	Tel: 254-020-7624763 Email: nancy.soi@un.org
96.	Leticia Carvalho	Chief of Service Programme Management	UN Environment Programme Nairobi, Kenya	Email: leticia.reisdecarvalho@un.org
97.	Sinikinesh Jimma	Senior Programme Management Officer	UN Environment Programme Nairobi, Kenya	Email: sinikinesh.jimma@un.org
98.	Vincent Sweeney	Head, Caribbean Sub-Regional Office	UN Environment Programme Jamaica	Email: vincent.sweeney@un.org
99.	Donna Sue Spence	Public Information Officer	UN Environment Programme Jamaica	Email: donna.spencer@un.org
100.	Jan Betlem	Senior Programme Management Officer	UN Environment Programme Jamaica	Email: jan.betlem@un.org

<p style="text-align: center;">SECRETARIAT UNEP-CAR/RCU 14-20 Port Royal Street Kingston, Jamaica Tel: +876-922-9267 / Fax: +876-922-9292 E-mail: rcu@cep.unep.org</p>				
101.	Lorna Inniss	Secretariat	Coordinator	lorna.inniss@un.org
102.	Christopher Corbin	Secretariat	Programme Officer (AMEP)	christopher.corbin@un.org
103.	Ileana Lopez	Secretariat	Programme Management Officer	ileana.lopez@un.org
104.	Georgina Singh	Secretariat	Team Assistant	georgina.singh@un.org
105.	Sean Chedda	Secretariat	Information Systems Analyst	sean.chedda@un.org
106.	Donna Henry-Hernandez	Secretariat	GEF IWeco Programme Assistant	donna.hernandez@un.org
107.	Terrike Brown	Secretariat	Team Assistant	terrike.brown@un.org
108.	Tracey Nicola Tucker	Secretariat	Finance Assistant	tracey.tucker@un.org
109.	Shamene Parker-Millen	Secretariat	GEF IWeco Programme Assistant	shamene.parker@un.org
110.	Susanna Keim	Secretariat (Affiliate)	GEF CRW+ Project Assistant	susanna.keim@un.org
111.	Tamoy Singh Clarke	Secretariat (Affiliate)	Programme Assistant	tamoy.singh@un.org
112.	Jhenelle Barrett	Secretariat (Affiliate)	Programme Assistant	jhenelle.barrett@un.org
113.	Niamh Thorne	Secretariat (Intern)	Intern	niamh.thorne@un.org
114.	Beas Banerjee	Secretariat (Intern)	Intern	beas.banerjee@un.org
115.	Barbara Ramonda	Secretariat (Intern)	Intern	barbara.ramonda@un.org
116.	Lioui Benhamou	Secretariat (Intern)	Intern	lioui.benhamou@un.org
117.	Devika Rose Roy	Secretariat (Intern)	Intern	devika.roy@un.org
118.	Shavonne Stanek	Secretariat (Intern)	Intern	shavonne.stanek@un.org
119.	Shivani Patel	Secretariat (Intern)	Intern	shivani.patel@un.org